



HENDLER/SIPA

FRANCE-ISRAËL-LIBAN

Palestine, la France protectrice et impuissante

Paris entend parler à tous les acteurs, au-delà de son soutien traditionnel aux communautés chrétiennes. Mais, dans cette région marquée par les divisions et les enjeux internationaux, son action reste assujettie aux décisions de Washington. PAR DOMINIQUE TRIMBUR

La France s'intéresse à la population arabe de Palestine et, après la création d'Israël, soutient les réfugiés et se positionne comme protectrice des chrétiens d'Orient. Pro-arabe, elle renforce ses liens avec

Israël tout en soutenant l'idée d'un État palestinien. Aujourd'hui encore, Paris continue d'aider les réfugiés mais reste impuissant face aux conflits récents. « Puissance musulmane » de par son empire colonial, la France, avant 1948, prend progressivement en compte la

population arabe de la Palestine, en lien avec ses intérêts dans les mandats de Syrie et du Liban. Après l'indépendance de ces derniers et la création d'Israël en 1948, cette population revêt une importance plus grande avec la mise en place de camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban (où arrivent 100 000 personnes) – pays avec lequel la France entretient des liens étroits.

La France s'associe aux secours humanitaires déployés par l'ONU et le Saint-Siège, destinés aux réfugiés palestiniens, agissant dans la continuité de sa tradition de puissance protectrice des chrétiens d'Orient. Elle est majoritai-

Celui qui a dit « non » Lors d'une visite épique dans la vieille ville de Jérusalem, le 22 octobre 1996, le président Chirac s'oppose à un cordon de sécurité israélien passablement agressif. Un geste unanimement célébré par la population arabe de la cité...

rement perçue comme pratiquant une politique pro-arabe, à l'exception de la période 1954-1967, âge d'or des relations franco-israéliennes (crise de Suez, relations militaires et aide française au programme nucléaire israélien). Elle s'aligne sur l'ONU, exigeant le retrait d'Israël des territoires occupés après la guerre des Six-Jours. Reconnaisant l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dès 1974, la France y voit la représentation, légitime et légale, des revendications nationales palestiniennes. Elle s'inquiète toutefois du rôle déstabilisateur que l'OLP peut jouer dans la région, en particulier au Liban, où ses instances s'installent après Septembre noir [la répression par l'armée jordanienne des combattants de l'OLP réfugiés dans le pays (1970), ndlr].

Éviter les blocages

Cette crainte est avérée avec le déclenchement de la guerre civile libanaise (1975), les intrusions en Israël et les attentats anti-israéliens, l'opération « Paix en Galilée » et les massacres des camps de Sabra et Chatila (septembre 1982). La France préside à l'évacuation de l'OLP vers Tunis (septembre 1982), qui doit permettre une stabilisation de la situation. Elle est elle-même victime de l'élargissement du conflit aux factions appuyées par l'Iran (attentat contre l'armée française à Beyrouth, en octobre 1983).

La France soutient l'idée d'un État palestinien, à côté d'Israël, en particulier dans le cadre européen (déclaration de Venise de 1980). Cette option prend plus d'importance avec la première Intifada, à partir de la fin de 1987. La cause palestinienne revient alors à l'agenda international et entraîne des attaques anti-israéliennes à partir du sud du Liban (Hezbollah, soutenu par l'Iran). Le soulèvement durable, la fin de la guerre civile libanaise (accord

de Taëf, 1989) et la première guerre du Golfe poussent les parties israélienne et palestinienne à s'engager dans un processus de paix. La France reconnaît l'Autorité palestinienne, son consulat général à Jérusalem devient sa représentation auprès de la nouvelle instance, elle développe dans les territoires des intérêts économiques et culturels, et s'assure là du maintien des privilèges fiscaux accordés aux établissements catholiques d'obédience française. Une affirmation incarnée par la visite fracassante de Jacques Chirac en 1996, très appréciée par les Palestiniens, et son corollaire moins connu, celle de son premier ministre Lionel Jospin (février 2000), chahuté pour avoir qualifié le Hamas d'« organisation terroriste ». La perspective d'un règlement de la question palesti-

palestinien (le Fatah s'opposant au Hamas depuis 2006), le blocage du processus de paix israélo-palestinien avec le développement de la colonisation, et les crises répétées (attaques du Hamas et du Hezbollah, représailles israéliennes).

Soucieuse de rééquilibrer sa politique moyen-orientale depuis Sarkozy, elle poursuit son aide aux réfugiés palestiniens où qu'ils se trouvent (soutien continu à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'UNRWA), en particulier à leur composante chrétienne – réseau Barnabé en aide aux écoles chrétiennes de Terre sainte (2006) et mise en œuvre du rapport Personnaz en appui aux écoles chrétiennes du Moyen-Orient (2018), avec L'Œuvre d'Orient. Ces réfugiés



Bons offices Lors d'une visite à Paris le 30 juin 1997, Yasser Arafat expose à Jacques Chirac puis à Lionel Jospin (photo) – cohabitation oblige – la nécessité de relancer le processus de paix. La marge de manœuvre française reste pourtant limitée...

nienne devient rapidement caduque. À l'image du traitement qu'elle accorde à Arafat, la France reste attachée à la préservation de l'Autorité palestinienne, même symbolique, comme élément d'un Moyen-Orient renouvelé qui comprenne à terme un État palestinien intégrant les réfugiés, avec Jérusalem comme capitale partagée. Sans reconnaître formellement cet État, elle soutient son adhésion à l'Unesco (2011) et son statut d'État observateur non-membre à l'ONU (2012).

La France est toutefois obligée de constater la division du mouvement

palestiniens semblent pourtant être les grands oubliés des accords d'Abraham (2020) conclus sous l'égide américaine. Et c'est impuissante que la France doit assister aux représailles israéliennes contre le Hamas et le Hezbollah après l'agression terroriste du 7 octobre 2023 et les attaques à partir du Liban : un engrenage dont les réfugiés palestiniens, à Gaza ou dans les camps du pays du Cèdre, sont les principales victimes. Ces derniers demeurent, en grande partie contre leur gré, au cœur du triangle franco-libano-israélien, plus que jamais explosif.